



Tremplin

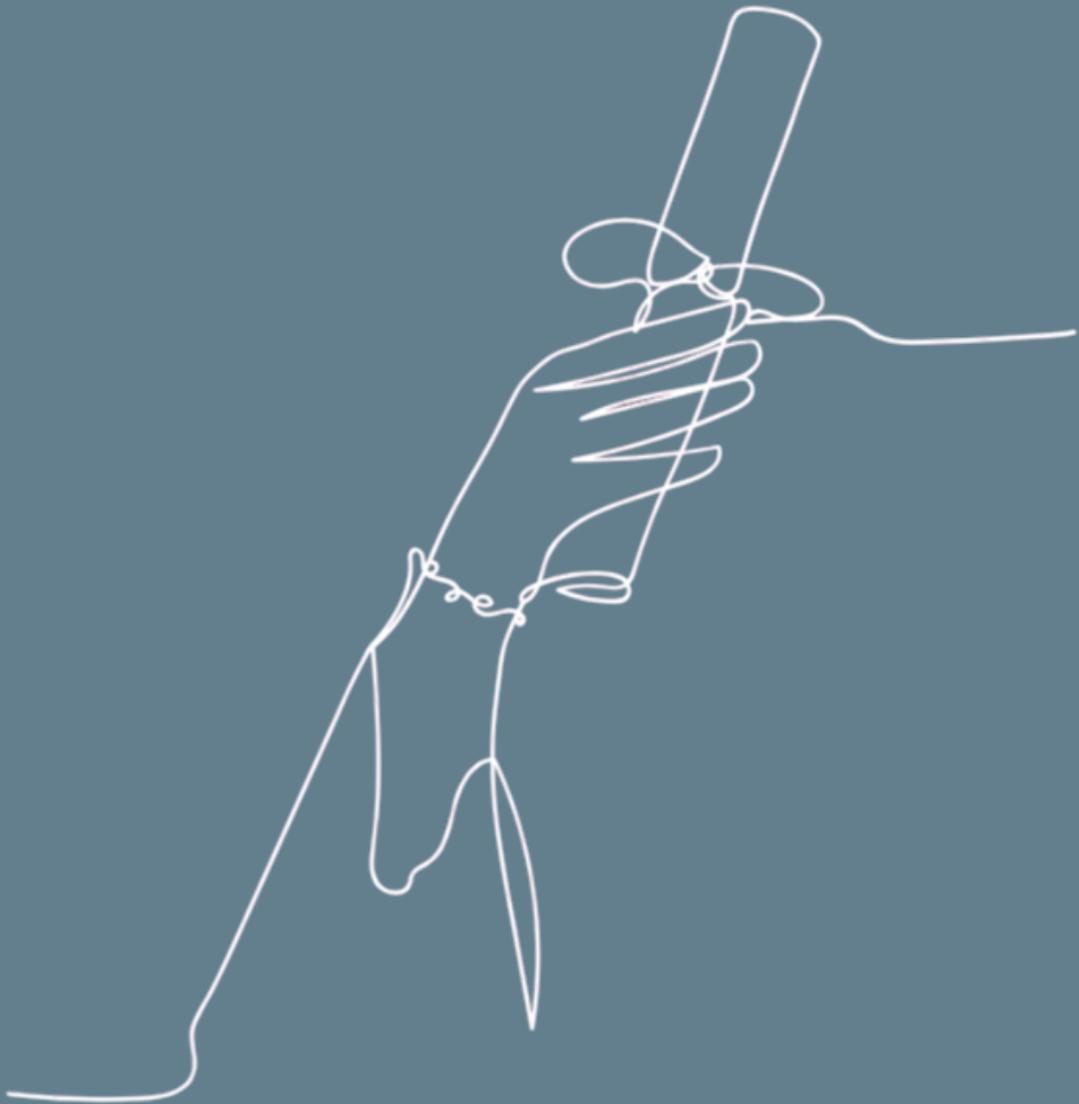


Table des matières

- Table des matières1
- LE TREMPLIN VOL. 04 2
- Droit des sanctions 3
- Droit des sûretés 4
- Droit pénal spécial II 5
- Compétence pénale internationale7
- Droit réels immobiliers..... 8
- Compétence entraide internationales 9
- Droit médical..... 10
- Droit international humanitaire 11
- Droit public et action climatique 12
- Comparative Human Rights..... 13

LE TREMPLIN VOL. 04

Chers lecteurs et chères lectrices, l'Association des Étudiant·e·s en Droit (AED) vous adresse ses plus chaleureuses **FÉLICITATIONS** ! Vous avez désormais atteint le niveau du master, un parcours exigeant mais ô combien passionnant. Vous avez fait un long chemin depuis la première année, et il est maintenant temps d'aborder les défis plus complexes qui se présentent à vous.

Dans le cadre de votre préparation aux examens de master, il est essentiel de vous familiariser avec les différentes questions qui peuvent être posées dans chaque matière. C'est pourquoi nous avons conçu ce **Tremplin vol. 04** spécialement pour vous, afin de vous aider à vous préparer aux épreuves de manière optimale.

Dans le cadre de l'élaboration de ce Tremplin, nous avons recueilli **les questions d'examen partagées par vos prédécesseurs** afin de vous fournir un outil aussi complet que possible. Ces questions ont été soigneusement sélectionnées pour refléter les attentes les plus courantes et les plus pertinentes lors des examens oraux. Cependant, nous savons que chaque année peut apporter son lot de nouveautés et de surprises. C'est pourquoi nous vous invitons chaleureusement à **participer à cette démarche collaborative** en nous envoyant les questions d'examen que vous pourriez rencontrer, ou que vous avez déjà rencontrées, à notre adresse mail (aed@unige.ch). En enrichissant constamment ce recueil, nous serons tous ensemble mieux préparés et solidaires dans cette préparation cruciale.

Le master peut sembler plus intimidant, mais avec une bonne organisation et des stratégies de révision adaptées, rien ne vous empêchera de réussir ! N'oubliez pas que la clé de votre réussite réside dans une préparation continue, une révision régulière, et surtout dans votre capacité à appliquer le droit à des situations concrètes.

Alors, prenez ce **Tremplin** comme un véritable allié dans votre préparation, et rappelez-vous : avec méthode, organisation et persévérance, vous êtes plus que capables de surmonter cette étape cruciale !

Bonne chance à toutes et à tous dans vos révisions et pour vos examens à venir !

Droit des sanctions

Question 1 : quels sont les mécanismes pour enfermer une personne pendant plus de 20 ans et quels sont les enjeux sur le plan des droits fondamentaux ?

Question 2 : « vous êtes juge, expliquez le raisonnement de fixation de la peine ».

Question 3 : décrivez ce qu'est ou devrait être le régime progressif des peines privatives de liberté ?

Question 6 : comment sortir de l'internement ordinaire, respectivement l'internement à vie ?

Question 7 : “vous êtes juge fixez les sanctions“.

Question 8 : qu'est-ce que le principe d'individualisation de la sanction, tant dans son prononcé que dans son exécution ?

Question 9 : quelles sont les conditions de détention des peines et des mesures ?

Question 10 : quelles sont les conséquences en cas de récidive pendant le délai d'épreuve ?

Question 11 : expliquez les différentes circonstances atténuantes générales, leurs effets en donnant des exemples concrets.

Droit des sûretés

Question 1 (cas pratique) : la société A SA emprunte 100'000 CHF à la société B SA. En garantie du prêt, A SA remet en gage à B SA 4kg de platine. B SA peut disposer du platine.

Questions:

1. Quel gage a été créé ?
2. Est-ce que B SA peut vendre à C SA 1 kilo de platine ?
3. Que devra restituer B SA si A SA rembourse l'emprunt ?
4. Quid si B SA tombe en faillite ?
5. Quid de la question 4 si le gage créé était un nantissement ?

Droit pénal spécial II

Question 1 (cas pratique) : un monsieur a la maladie d'Alzheimer. Il est tombé par la fenêtre mais a survécu, il ne peut plus manger seul, ni s'habiller seul. Il avait dit à sa fille vouloir mourir s'il devenait dans cet état. Sa fille demande au médecin d'augmenter ses doses de médicaments (pour lui diminuer la douleur, et le faire mourir en réalité)

Les questions étaient :

- Que risque le médecin s'il le fait ?
- Que risque la fille si c'est elle qui le fait ?

Question 2 (cas pratique) : un petit qui avait mal au pied qui ne voulait pas que ses parents rentrent avec lui en consultation, puis au final c'est un cancer donc qu'est-ce qu'il en est? Ils lui font un traitement expérimental alors qu'il est encore mineur, puis il meurt en étant majeur. Il y avait toutes les questions de responsabilité du médecin et de l'hôpital et les questions liées au traitement expérimental

Question 3 (cas pratique) : sur les infractions à l'intégrité sexuelle, application de l'art. 190 ch. 2 CP, 191 CP et stealthing + dire ce qui change si les faits s'étaient déroulés avant le 1er juillet 2024.

Question 4 : un arrêt fribourgeois de 2022 dans lequel une personne a été condamné à contrainte sexuelle et viol. Il fallait faire une critique de l'arrêt et dire en quoi la Cour a interprété de manière extensive la notion de contrainte.

Question 5 (cas pratique) : infractions contre la vie, meurtre par dol éventuel et meurtre à dessein, auteur médiateur.

Question 6 : un cas de viol, sur l'ancien, le nouveau droit mineurs et procédure.

Question 7 (question théorique) : les exceptions au secret médical.

Question 8 : « vous êtes juge expliquez le processus de fixation de la peine ».

Question 10 : un cas de suicide assisté mais le pento était délivré par une infirmière donc il fallait aller chercher dans la LStup la disposition de la prescription sans droit. Il y avait une variante où c'était l'art. 114 CP qui s'appliquait.

Question 12 : mettez en relations les droits fondamentaux et les infractions vues en cours (utilisez des exemples et JP vue en cours) donnez 2 exemples .

Question 13 : vous êtes juriste, *quid*? Il y a une avocate qui a un auxiliaire, et sa cliente est une femme très riche. L'auxiliaire scanne les documents et voit à quel point elle est riche et puis dans une soirée où il a trop bu, il décrit la cliente sans la nommer mais quelqu'un l'identifie malgré tout. Cette personne c'est un homme secrètement amoureux de la cliente. Il lui fait du chantage pour passer une nuit avec elle en lui disant qu'en cas de refus il va dénoncer aux autorités compétentes l'existence d'un compte aux Bahamas. La cliente accepte le marché.

Comment on juge :

1. L'avocate
2. L'auxiliaire
3. L'homme amoureux de la cliente

Compétence pénale internationale

Question 1 (cas pratique) : une calomnie faite par une allemande en Allemagne envoyé au voisin de son ex qui habite en Suisse et qui affiche dans l'immeuble la lettre, fallait dire si la Suisse était compétente et en question théorique j'ai eu la durée de la saisie des avoirs en Suisse.

Droit réels immobiliers

Question 1 : Commenter l'art. 667 CC :

- Acte de DDP à analyser
- HL questions d'examen sur le polycopié

Compétence entraide internationales

Question 1 : deux demandes d'extradition à quelques jours d'intervalle sont faites à la Suisse, comment choisir à quel État extraditer ?

Question 2 : qu'est-ce que le principe de la lex mitior?

Question 3 : X est en colère contre Y car Y l'a trompé. Elle se situe en Allemagne et lui en Suisse. Elle décide de confectionner une pancarte destinée au concierge de Y disant que Y est un pédophile et demande au concierge de l'afficher dans le hall de son immeuble.

- Compétence des tribunaux suisses
- Compétence des tribunaux allemands

Question 4 : quelle est la durée d'une saisie conservatoire

Question 5 : une personne vole un tableau, l'Etat étranger nous fait une demande d'entraide et saisie , est-ce que la Suisse peut saisir le tableau ? Quels sont les droits du prévenu ? Est-ce que la remise peut intervenir ? Quels sont les droits du prévenu ? Combien de temps ça peut durer ?

Question 6 (théorique) : quelles sont les autorités en matière de coopération et quels sont leurs rôles ?

Droit médical

Question 1 : un cas sur un monsieur qui prend du paracétamol tous les jours pour ça douleur à la hanche, pendant le rdv chez le doc, celui-ci l'informe que c'est toxique d'en prendre tous les jours et lui dit que ce serait beaucoup mieux de se faire opérer. Le monsieur refuse finalement l'opération.

Le docteur appelle la femme du monsieur en lui disant que s'il continue à prendre du paracétamol qu'il risque de mourir et qu'il faut faire l'opération. La femme réussie à convaincre le monsieur qui se fait donc opérer la hanche.

Que pensez-vous du comportement du docteur?

Question 2 : chirurgien exotique qui ne voulait pas renouveler sa police RC (quid obligations , importance sur l'ongle responsabilité civile et pénale). Question sur le consentement d'une fille de 16 ans pour Rhinoplastie.

Droit international humanitaire

Question 1: “what are the main changes that IHL has undergone in the past century? What are, in your view, the main drivers for these changes? What are the sources of contemporary IHL? Is there any priority among them? Is the distinction between jus ad bellum and jus in bello still relevant today? Why?”

- 1) interactions between IHL, IHRL and ius ad bellum
- 2) what could argue Ukraine bcs Russia has attacked it before -> even if there is the equality of belligerent under IHL -> it was still a violation of ius ad
- 3) question of the equality of belligerents & also in NIACs -> what is the view of Sassoli (for him \emptyset equality -> sliding scale if belligerent are +/- organized BUT all obligations for the state & art 3 C always applicable
- 4) si je trouve que le ius ad bellum est relevant for NIACs ?

Droit public et action climatique

Question 1: regardant la loi sur le nucléaire en suisse, la Lenu. On est juriste, et le DETEC souhaite modifier l'art. 36 [l'étudiant n'est plus sûr qu'il s'agisse de cet article] en supprimant certains alinéas de cet article, afin d'accélérer le processus pour de nouvelles constructions de centrales nucléaires, quels sont les arguments pour et contre ?”

Comparative Human Rights

Question 1: influence of John Locke on the US Supreme Court case law, puis blasphemous speech : about criticizing religions

Attention à bien préparer et répondre aux deux questions.